



HAL
open science

L'évolution méthodologique de l'étude de la consommation alimentaire sur Inra Sciences Sociales

Paolo Crosetto

► **To cite this version:**

Paolo Crosetto. L'évolution méthodologique de l'étude de la consommation alimentaire sur Inra Sciences Sociales. INRA sciences sociales, 2018, 3-4/2018 (3-4), pp.1-3. 10.22004/ag.econ.278772 . hal-01908301

HAL Id: hal-01908301

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-01908301v1>

Submitted on 30 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



30 ANS D'INRA SCIENCES SOCIALES

L'évolution méthodologique de l'étude de la consommation alimentaire sur Inra Sciences Sociales

Toute question scientifique peut être abordée d'une multitude de façons. La méthode utilisée dépend bien sûr de la discipline du chercheur, des données disponibles, des outils techniques et des statistiques mobilisables. Mais cela dépend aussi des paradigmes scientifiques existants, du consensus sur ce que constitue une réponse, des attentes de la société et du reste de la communauté scientifique.

On va tracer ici les grandes lignes de l'évolution méthodologique vécue par la recherche sur l'alimentation dans le département SAE2. On se focalisera sur les articles parus dans Inra Sciences Sociales, et en particulier sur les contributions des économistes.

Du point de vue des objets de recherche, l'agenda des chercheurs du département SAE2 s'est au fil des années, élargi. Une recherche descriptive et centrée sur l'environnement économique macro, les pratiques de consommation et l'effet global des politiques publiques autour de l'alimentation ont été complétés au fil du temps, d'abord par une attention approfondie aux enjeux de santé (privée et publique) et de nutrition, et ensuite par l'inclusion des retombées éthiques et environnementales de la consommation.

Cette évolution a été accompagnée par des changements méthodologiques majeurs. Ces changements ne sont que les échos, dans le domaine appliqué, des changements profonds subis par les sciences économiques dès la deuxième moitié du XX siècle.

La primatie de la modélisation d'équilibre général ou partiel a été érodée et remplacée par la croissance des approches micro-économiques, de la théorie des jeux, et, plus tard, par la possibilité d'ouvrir la boîte noire du choix individuel, en empruntant des techniques des sciences cognitives et de la neuroscience. Les modèles d'optimisation ont été de plus en plus étendus pour prendre en compte les aspects comportementaux du choix. Les approches théoriques et économétriques ont été complétées par une démarche expérimentale rigoureuse, absente jusqu'aux années 1980. Finalement, toutes ces évolutions méthodologiques ont

permis d'affiner les outils d'analyse, *ex-ante* ou *ex-post*, des politiques publiques.

La lecture chronologique complète des numéros d'ISS dédiés à l'alimentation permet de voir clairement comment les évolutions méthodologiques ont impacté la recherche du département, les questions posées et surtout les réponses apportées.

Grand changements dans la consommation alimentaire : goûts, prix, démographie ?

La consommation alimentaire en France montrait déjà, à la fin des années 1980, de fortes discontinuités par rapport aux tendances de la consommation d'après-guerre. Les ruptures principales – diminution de la consommation de viande et de boissons alcoolisées, dont notamment le vin, augmentation de la part des légumes frais – apparaissent très fortement en utilisant soit des données de marché, par le biais d'une modélisation de séries chronologiques (Combris, 1991), soit des enquêtes sur les pratiques de consommation (Boulet et Laporte, 1997).

Ce que ces méthodes ne peuvent déceler qu'en partie est la raison de ces discontinuités : s'agit-il d'un changement des préférences des consommateurs, d'un effet du changement des prix relatifs des différents biens, ou d'un effet démographique dû à l'apparition de cohortes marquées par

des goûts différents ? Pour répondre à cette question les données agrégées de vente ne sont pas suffisantes : elles sont par nature binaires (un produit est acheté ou pas), et dépendent des aléas et des changements de la production et de la composition démographique de l'échantillon. De plus, les données ne permettent pas de déceler des relations de causalité – est-ce un choc de demande qui influence les prix, ou les prix qui engendrent une réponse de la demande ? – et ne nous éclairent pas sur les raisons du changement structurel, car plusieurs facteurs (changement démographique, structure des prix, préférences) demeurent inobservés

Au fil des années, l'évolution méthodologique a permis de répondre à cette question. D'une part, la structure démographique de la demande a été appropriée en utilisant des enquêtes (Boulet et Laporte, 1997) : le sondage de consommateurs de différentes tranches d'âge permet d'identifier un clair effet de cohorte pour le vin. D'autre part, le développement des régressions hédoniques (Combris, Lecoq et Visser, 1999) a permis d'évaluer l'impact des caractéristiques des produits sur les prix, et, indirectement, d'identifier les sources des grands changements dans le régime des français. Enfin, l'adoption de techniques de révélation de la valeur en contexte de laboratoire (Ruffieux, 2005 ; Combris et Ruffieux, 2005) a permis de remplacer les données agrégées de vente par des valeurs continues, individuelles, obtenues en conditions contrôlées et *toutes choses égales par ailleurs*. Ces dernières méthodes permettent de franchir la barrière de l'achat : on n'observe pas seulement l'achat, ni, comme dans les enquêtes, une intention d'achat ; mais plutôt on observe la disposition à payer d'un consommateur pour un produit. De plus, sous certaines hypothèses d'additivité des attributs et de rationalité des sujets, on peut observer la disposition à payer des sujets expérimentaux pour chaque caractéristique des produits, ou bien même pour des produits ou des caractéristiques issus de techniques pas encore existantes (une application aux nanotechnologies est faite par Bieberstein *et al.*, 2011).

Ces études nous montrent un changement méthodologique clair. On part de données *récoltées*, ayant une grande validité externe (c'est à dire, issues du monde réel, collectées presque sans hypothèses préalables directement dans les magasins) mais au faible pouvoir explicatif. On arrive à des données *construites*, reposant sur multiples hypothèses, protocoles expérimentaux, techniques d'élicitation, ayant donc un moindre lien avec la réalité économique, ayant une faible validité externe, mais aussi permettant de tirer des conclusions plus fines (régressions hédoniques) ou bien même causales (expérimentation). On observe ainsi que les données brutes issues des actions quotidiennes des consommateurs peuvent servir à identifier et poser un problème, mais ne sont pas généralement suffisantes pour garantir une réponse précise et adaptée. Pour celle-ci, la construction de situations *in vitro*, que ce soit à travers des techniques économétriques ou par le biais du contrôle expérimental, est nécessaire.

Politiques publiques entre paternalisme et normes sociales

L'économie théorique est le monde du *first best* : la solution optimale qui maximise le bien-être social étant donné les contraintes existantes. Les politiques publiques et l'économie publique qui les analyse, doivent cependant largement se contenter de choisir parmi les *second bests* ; c'est à dire choisir, parmi les dizaines d'interventions, toutes sujettes à distorsion, celle avec le meilleur bilan coût-bénéfices.

Dans ce domaine aussi, l'évolution méthodologique a été profonde, et chaque nouvelle méthode a apporté des éléments

pour encadrer la complexité des interactions entre le décideur et les citoyens, et parmi ces derniers.

Quelle est la meilleure politique lorsque la perception des risques est hétérogène et n'est pas partagée entre les décideurs et les citoyens ? Et si cette perception divergente existe, le décideur doit-il utiliser ses propres croyances – être paternaliste – ou celle des citoyens – populiste ? Cette question du paternalisme a été abordée dans un premier temps théoriquement en mobilisant la théorie des jeux (Salanié et Treich, 2005). L'approche théorique permet d'identifier des questions et définit un cadre conceptuel pour appréhender la réalité. Mais en soi-même ne permet pas de répondre à la question appliquée d'intérêt : est-ce que les décideurs sont paternalistes ? Sur ce thème aussi la parole passe donc à l'analyse expérimentale : dans le domaine de l'étiquetage nutritionnel, en montrant que les labels plus paternalistes – qui effleurent la normativité – ont bien plus d'effet que les labels qui se limitent à donner des informations (Ruffieux et Soler, 2013) ; ou en observant qu'une majorité relative des sujets est paternaliste quand il s'agit de faire des choix alimentaires pour autrui (Marette, 2016).

Les résultats d'une politique nutritionnelle ne dépendent pas uniquement des attitudes et croyances des décideurs vis-à-vis des citoyens, mais aussi des attitudes des citoyens envers d'autres citoyens. Dans la mesure où les actions des citoyens sont observables, les effets des politiques dépendront aussi des effets d'imitation parmi les citoyens. Toute action révèle une information aux autres, et de ce fait peut induire des changements dans les normes sociales qui peuvent à leur tour interagir avec les effets de premier ordre des politiques. Il est possible, en principe, d'identifier les différents effets en couplant des données d'attitude nutritionnelle avec des données sur les normes sociales et les comportements, comme le fait Etilé (2008) pour les normes sociales de corpuence.

Estimer l'impact d'une taxe

Un autre exercice demandé aux économistes est d'estimer l'impact d'une des interventions publiques les plus simples et les plus connues : la taxation, conçue dans ce cas, avec le but de réduire l'exposition à des éléments chimiques nocifs (méthylmercure) ou l'apport en sucre (sodas) ou en gras (*fat tax*).

Aussi, on observe dans ce domaine un changement méthodologique et la construction, par étapes, d'une réponse approfondie. Le premier pas est de recenser la consommation pour comprendre l'ampleur du problème. Dans le cas du méthylmercure, on peut estimer les quantités ingérées à partir des données de consommation de produits de la mer (Allais et Tressou, 2005). Dans le cas de la nutrition, de nombreuses enquêtes existent.

Une fois construite la carte détaillée de la consommation et de ses impacts sur la santé, on peut produire une évaluation théorique de l'impact de différents canaux d'intervention – standard de qualité, politique d'information, taxation, et leurs relations de substitution ou complémentarité (Marette, 2009). C'est avec ces outils théoriques qu'on peut se lancer dans une simulation de l'impact des politiques publiques. Ces simulations se nourrissent de deux éléments distincts : des données révélant les réactions des consommateurs à un changement de prix ou d'information, et un système de demande qui fournit les élasticités-prix croisées de plusieurs biens. Les données sur les comportements, à leur tour, peuvent être issues d'une estimation de la demande qui implique plusieurs produits sur plusieurs années (Allais *et al.*, 2010) ou bien d'une expérimentation avec un échantillon limité de sujets mais focalisé sur les produits d'intérêt (Marette, 2009).

Les résultats acquis peuvent toutefois être encore une fois bouleversés par un élément jusque-là pas pris en compte : l'organisation industrielle et les stratégies des firmes, qui peuvent jouer sur leur marge pour altérer l'impact effectif de la taxe et sa distribution (Bonnet et Réquillart, 2014).

Répondre aux questions scientifiques nécessite souvent la mobilisation de plusieurs méthodes, de la théorie à l'expérimentation, de l'analyse statistique aux simulations. L'évolution des méthodes va vers une approche multi-niveaux, qui pourrait à la fois exploiter les données macro

pour représenter les enjeux, les données micro pour construire une théorie qui tienne en compte des interactions des acteurs d'un côté, et leurs biais comportementaux de l'autre, et, en perspective, des données physiologiques et psychologiques pour ouvrir la boîte noire du choix et expliquer le comportement individuel. Vaste programme ; mais pas trop ambitieux pour les 30 prochaines années d'Inra Sciences Sociales.

Paolo Crosetto

INRA, UMR1215 GAEL, F-38000 Grenoble, France.

paolo.crosetto@inra.fr

Pour en savoir plus :

Allais O. et Tressou J. (2005). Risque alimentaire et consommation de produits de la mer : évaluation de l'exposition individuelle de long terme au méthylmercure en France. *Inra Sciences Sociales*, N°3-4/2005

Allais O., Bertail P. et Nichèle V. (2010). Les faibles effets d'une « fat tax » sur les achats alimentaires des ménages français : une approche par les nutriments. *Inra Sciences Sociales*, N° 3/2010.

Bieberstein A., Blanchemanche S., Marette S., Roosen J. et Vandermoere F. (2011). Des consommateurs entre indifférence et méfiance : Comportements français et allemands face à une possible introduction des nanotechnologies dans le secteur agroalimentaire. *Inra Sciences Sociales*, N° 1/2011.

Bonnet C. et Réquillart V. (2014). Que faut-il attendre des taxes nutritionnelles ? *Inra Sciences Sociales*, N°2/2014.

Boulet D. et Laporte J.-P. (1997). Les comportements de consommation de vin en France. *Inra Sciences Sociales*, N° 3/1997.

Combris P. (1991). La consommation alimentaire en France depuis 40 ans. Les préférences ont-elles changé ? *Inra Sciences Sociales*, N°5/1991.

Combris P., Lecoq S. et Visser M. (1999). Prix des vins de Bordeaux et des vins de Bourgogne : la qualité a-t-elle de l'importance ? *Inra Sciences Sociales*, N° 1/1999.

Combris P et Ruffieux B. (2005). La révélation expérimentale des préférences des consommateurs. *Inra Sciences Sociales*, N°3-4/2005.

Etilé F. (2008). Normes sociales de corpulence et politiques nutritionnelles. *Inra Sciences Sociales*, N° 1/2008.

Marette S. (2016). Paternalisme et choix alimentaires. *Inra Sciences Sociales*, N°5/2015.

Marette S. (2009). Quels instruments économiques de régulation de la qualité ? Marchés et réglementation dans le secteur agro-alimentaire. *Inra Sciences Sociales*, N° 1/2009.

Ruffieux B. (2005). Les comportements des consommateurs face aux OGM dans les aliments : les enseignements de l'économie expérimentale. *Inra Sciences Sociales*, N°4-5/2004.

Ruffieux B. et Soler L.-G. (2013). L'étiquetage nutritionnel face à l'arbitrage goût-santé. *Inra Sciences Sociales*, N° 5-6/2012.

Salanié F. et Treich N. (2005). Vers une théorie de la régulation publique en présence de perceptions des risques divergentes : comparaison des approches populiste et paternaliste. *Inra Sciences Sociales*, N°4-5/2004.